

À NOUS LA VILLE !

Jonathan Durand Folco

À NOUS LA VILLE !

Traité de municipalisme

écosociété

Coordination éditoriale: David Murray
Maquette de la couverture: Catherine d'Amours, Nouvelle Administration
Illustration de la couverture: Julien Castanié; direction artistique: Jolin Masson
Typographie et mise en pages: Folio infographie

© Les Éditions Écosociété, 2017

ISBN 978-2-89719-320-1

Dépôt légal: 1^{er} trimestre 2017

Ce livre est disponible en format numérique

**Catalogage avant publication de Bibliothèque et Archives nationales du Québec et
Bibliothèque et Archives Canada**

Durand Folco, Jonathan

À nous la ville!: traité de municipalisme

Comprend des références bibliographiques.

ISBN 978-2-89719-320-1

1. Administration municipale. 2. Écologie sociale. 3. Gauche (Science politique).
I. Titre.

JS78.D87 2017

320.8'5

C2017-940143-2

Les Éditions Écosociété reconnaissent l'appui financier du gouvernement du Canada et remercient la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC) et le Conseil des arts du Canada de leur soutien.

Gouvernement du Québec – Programme de crédit d'impôt pour l'édition de livres –
Gestion SODEC.

Canada

SODEC
Québec 



Canada Council
for the Arts
Conseil des arts
du Canada

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	7
Vertiges de l'urbanisation	7
Une ville dépolitisée	9
La résurgence des municipalités	12

PREMIÈRE PARTIE

Émancipation

CHAPITRE 1

Diagnostic du système	17
Le capitalisme dans tous ses états	17
Classes sociales et inégalités urbaines	19
Le règne de la logique marchande	21
Accumulation et machine à croissance	24
Appropriation et expansion	27
Accélération et décalage socioculturel	30
Limites écologiques de la croissance	35
Visages de la crise civilisationnelle	39

CHAPITRE 2

La transition basée sur les commun(e)s	43
Un nouveau paradigme	43
La richesse des communs	46
Le retour de la commune	50
La globalisation par le bas	53

Vers une société post-croissance	56
Les alternatives sont déjà là	62

DEUXIÈME PARTIE
Ancrages sociaux et politiques

CHAPITRE 3

Luttes sociales et perspective territoriale.	73
Au-delà du travail: le milieu de vie.	73
Résister à la colonisation du monde vécu.	77
Notes sur la question régionale	80
Repenser l'identité par le territoire.	85
Dépasser le nationalisme: le patriotisme communal.	88

CHAPITRE 4

Visages du municipalisme.	96
Archéologie de la démocratie municipale	96
De la Commune à la République universelle	103
Synthèse du municipalisme libertaire	110
Confédéralisme démocratique au Kurdistan.	114
Les mairies rebelles d'Espagne	119
Le deuxième front d'action politique	125

TROISIÈME PARTIE
S'organiser en territoire québécois

CHAPITRE 5

Repenser le front municipal	137
Forces et faiblesses de la politique municipale	137
Décentralisation et pouvoir constituant	145
Surmonter la crise d'hégémonie	151
Le Réseau d'action municipale.	156
La délicate question des élections.	164
Digression sur Montréal.	167
Le municipalisme de combat	171
Conclusion.	177
Post-scriptum sur la transition	185
Manifeste <i>À nous la ville!</i>	193

INTRODUCTION

Vertiges de l'urbanisation

Les villes peuvent-elles changer le monde ? Berceaux de la civilisation, les villes, qui ont été éclipsées durant un moment par la prédominance de l'État-nation, reviennent aujourd'hui en avant-plan des enjeux sociaux, économiques et écologiques du XXI^e siècle. La mondialisation s'accompagne d'une accélération historique du processus d'urbanisation et de métropolisation ; les « villes globales¹ » comme Paris, New York, Londres, Hong Kong, Tokyo, Los Angeles ou Séoul se font concurrence dans les palmarès internationaux, tandis que la majorité des êtres humains vivent maintenant dans les grandes régions métropolitaines. Au Québec, plus de 4 millions de personnes habitent dans la grande région de Montréal, alors que le corridor Québec-Windsor concentre à lui seul 18 millions de personnes, soit la moitié de la population du Canada.

Les « mégalopoles² », sortes de gigantesques agglomérations de métropoles, engouffrent les petites villes, les villages et les régions au sein d'un vaste réseau d'espaces multiformes. Ce

-
1. Saskia Sassen, *The Global City: New York, London, Tokyo*, Princeton, Princeton University Press, 1991.
 2. Jean Gottmann, *Megalopolis. The Urbanized Northeast Seaboard of the United States*, Cambridge, MIT Press, 1961.

processus de développement inégal et combiné mélange allègrement quartiers urbains branchés, banlieues étalées, enclaves défavorisées, petites villes cossues et sécurisées, zones rurales encerclées, centres commerciaux *lifestyle* ou abandonnés, en formant une mosaïque étrange qui laisse apparaître d'immenses inégalités, tant sur les plans social et économique qu'esthétique. La différence entre urbanité et ruralité tend à s'effacer, tandis que le rapport direct au territoire (l'espace des lieux) semble disparaître progressivement au profit des relations virtuelles au sein de l'« espace des flux³ ».

Cette mutation de l'espace habité s'accompagne d'une nouvelle phase d'accélération sociale, que le sociologue Hartmut Rosa décrit comme la dynamique centrale de la modernité tardive⁴. Cette accélération se manifeste par la transformation rapide des modes de vie, propagés par les nouvelles technologies de communication, les médias sociaux, les innovations économiques et culturelles, qui fragmentent les identités collectives tout en laissant place à de nouvelles expérimentations. Ces perturbations complexes de nos rapports à l'espace et au temps ont des conséquences majeures sur les relations qui nous lient aux choses qui nous entourent (monde matériel, environnement), aux autres (communauté, monde social) et à nous-même (identité personnelle et collective). L'espace national s'éclipse tranquillement au profit d'une synergie entre l'échelle locale et le « village global » ; la mondialisation économique s'accompagne paradoxalement d'une attention accrue envers les particularités locales et régionales, et envers les territoires qui doivent devenir à la fois « attractifs, compétitifs et durables », pour favoriser l'émergence de villes « créatives » ou « intelligentes ».

Ce portrait un peu trop schématique de la situation ne vise pas en premier lieu à être rassurant ou inquiétant, mais à montrer les multiples tendances d'un processus historique qui transforme déjà la société en profondeur. Il ne s'agit pas ici de célébrer de façon naïve les vertus de la mondialisation, des villes globales, de la citoyenneté cosmopolite ou de la postmodernité, qui nous

3. Manuel Castells, *L'ère de l'information*, tome I: *La société en réseaux*, Paris, Fayard, 1998.

4. Hartmut Rosa, *Accélération. Une critique sociale du temps*, Paris, La Découverte, 2010.

libéreraient comme par magie « du carcan étatique et national » pour nous mener sur la voie du progrès universel de l'humanité. Mais il ne n'agit pas non plus de prôner la restauration d'institutions passées pour colmater les brèches d'un processus à plusieurs égards irréversible, que ce soit par le rejet en bloc des villes ou des nouvelles technologies, la nostalgie d'une culture homogène ou le retour à la bonne vieille social-démocratie.

Comme en témoignent les multiples crises du système (financier, écologique et démocratique) qui amènent leur lot d'inégalités extrêmes, de guerres, d'expropriations, de réfugiés politiques et climatiques, le statu quo n'est plus viable, et il est fort probable que l'« explosion urbaine » nous mènera tout droit au « bidonville global », pour reprendre l'expression de Mike Davis dans son livre *Le pire des mondes possibles*⁵. Or, loin de moi l'idée de tracer un portrait catastrophique d'une civilisation en déclin ou au bord de l'effondrement, car les scénarios dystopiques (comme les films de zombie ou postapocalyptiques) ont l'inconvénient de paralyser l'action collective et de mener aux pires réflexes survivalistes. Comme le soulignait déjà Deleuze dans « Post-scriptum sur les sociétés de contrôle », « il n'y a pas lieu de craindre ou d'espérer, mais de chercher de nouvelles armes⁶ ».

Une ville dépolitisée

Revenons à notre question initiale : les villes peuvent-elles changer le monde ? Si elles modifient déjà la réalité sociale par une myriade d'innovations économiques, technologiques et culturelles, encore faut-il se demander si elles peuvent changer la société, de façon globale et désirable, par un *processus réfléchi et collectivement orienté*. Autrement dit, les villes peuvent-elles constituer un vecteur *politique*, à la fois démocratique et efficace, de changement social ? Or, c'est ici que le bât blesse, car le processus d'urbanisation accélérée se présente à nous comme une évolution naturelle ou mécanique, sur laquelle les institutions ou les individus n'ont aucune prise. Bien qu'elle soit au cœur des enjeux sociaux,

5. Mike Davis, *Le pire des mondes possibles. De l'explosion urbaine au bidonville global*, Paris, La Découverte, 2006.

6. Gilles Deleuze, « Post-scriptum sur les sociétés de contrôle », dans *Pourparlers*, 1972 - 1990, Paris, Éditions de Minuit, 1990, p. 242.

économiques et écologiques de notre temps, la ville demeure un espace largement *dépolitisé*. Elle reçoit évidemment une attention accrue de la part des médias, des chercheurs universitaires, des politiciens professionnels et des promoteurs immobiliers, mais la ville est presque toujours pensée comme un espace physique, matériel et technique, un lieu pour faire des affaires, se divertir et consommer, ou encore une organisation complexe ou une entreprise qu'il faudrait bien gérer et administrer.

Le discours sur la *gouvernance urbaine*, avec son approche managériale, ses parties prenantes privées, publiques et associatives, professe évidemment le dialogue, la co-construction et la collaboration. Or, cette « nouvelle raison du monde⁷ », qui apparaît comme une façon créative, flexible et dynamique de gouverner la ville, reproduit dans les faits les rapports de domination des élites économiques et politiques qui continuent de décider largement des grandes orientations du développement urbain. La ville se présente au commun des mortels comme une *administration gérée par les autres*, par une minorité d'experts, d'urbanistes et de gens « compétents » qui devraient prendre en charge la gestion et le pilotage des processus complexes de l'administration municipale.

Ainsi, la ville n'est presque jamais perçue ou revendiquée comme une *communauté politique* ou une *Cité*, où les citoyennes et les citoyens pourraient participer pleinement aux décisions collectives qui affectent leur vie. La perspective de l'autogouvernement, c'est-à-dire d'un *espace partagé* ou d'une *communauté gouvernée par nous-mêmes*, est remplacée par l'idée d'un appareil technico-administratif, contrôlant un territoire sous la supervision de l'État et des entreprises privées. Comme le soulignait déjà Jean-Jacques Rousseau en parlant de la Cité: « Le vrai sens de ce mot s'est presque entièrement effacé chez les modernes; la plupart prennent une ville pour une Cité et un bourgeois pour un Citoyen. Ils ne savent pas que les maisons font la ville mais que les citoyens font la Cité⁸. »

7. Cette expression renvoie au livre de Pierre Dardot et Christian Laval, *La nouvelle raison du monde. Essai sur la société néolibérale*, Paris, La Découverte, 2009.

8. Jean-Jacques Rousseau, *Du contrat social*, Livre I, chap. VI, Paris, Flammarion, 2001, p. 57.

À cette dépolitisation de la ville s'ajoute un certain oubli de la question municipale par la gauche politique et les mouvements sociaux qui, au Québec du moins, négligent souvent l'échelle locale comme terrain privilégié d'intervention. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de mouvements urbains, de comités citoyens ou d'élus progressistes qui cherchent à faire avancer les choses dans leur municipalité, mais il n'existe pas, à l'heure actuelle, de *mouvement politique organisé* qui aurait pour objectif de promouvoir systématiquement la justice sociale, la transition écologique et la démocratie radicale au niveau municipal. Cela découle en bonne partie de la forme du système politique canadien, qui favorise une certaine étanchéité entre les institutions fédérales, provinciales et municipales. Ainsi, aucun parti n'est présent à toutes les échelles de gouvernement simultanément. Cela peut apparaître étrange pour quiconque est déjà allé en Europe et a remarqué que presque tous les partis, de la gauche radicale à l'extrême droite, présentent des candidatures aux élections européennes, nationales, régionales *et* locales.

Une autre raison qui explique la sous-politisation du milieu municipal est le rôle prédominant qu'occupe l'État dans l'imaginaire politique québécois. Il faut rappeler que la Révolution tranquille s'est constituée par une modernisation accélérée de l'État, lequel a pris le relais de l'Église dans le domaine de l'éducation, de la santé et des services sociaux, sans compter la nationalisation de l'hydroélectricité, la construction d'institutions publiques et autres sociétés d'État. Il va sans dire que tous les projecteurs ont été, depuis ce temps, braqués sur cette institution centrale de la modernité québécoise. Le fait que les municipalités soient de simples créatures de l'État provincial en vertu de la constitution canadienne contribue aussi à les reléguer en arrière-plan. La querelle entre les camps souverainiste et fédéraliste a toujours porté sur le statut politique de l'État *national*, tandis que les débats entre la gauche et la droite se sont exclusivement concentrés sur l'héritage du « modèle québécois », c'est-à-dire la préservation, la réforme ou le démantèlement de l'État *social*. Cette obsession de l'État, tant par la gauche que par le mouvement souverainiste, a largement contribué à négliger les municipalités et à les considérer comme des institutions de second rang. Autrement dit, la question nationale, tout comme

la question sociale, ont contribué chacune à leur manière à éclipser la question municipale... du moins pour un temps.

La résurgence des municipalités

Voilà l'objet de cet essai résumé dans sa plus simple expression : *la réhabilitation de la municipalité comme espace politique et vecteur de transformation sociale*. Comme le notait déjà le socialiste et conseiller municipal Paul Brousse en reprenant la formule de Benoît Malon vers la fin du XIX^e siècle : « la question communale est plus de la moitié de la question sociale⁹. » Brousse prônait une importante décentralisation des pouvoirs qui aurait permis de transformer les services publics étatisés et bureaucratés en biens communs de proximité contrôlés démocratiquement par les gens. Ces biens publics communalisés seraient articulés autour d'une foule d'initiatives citoyennes et d'institutions locales (ateliers coopératifs, boulangeries municipales, universités populaires, logements abordables, etc.) pour constituer les bases d'une nouvelle société. Bien que son rêve ne fût jamais réalisé, Brousse fut l'un des protagonistes d'une longue tradition politique que nous pouvons nommer « municipalisme », soit la théorie et la pratique qui fait de la municipalité le cœur d'une transformation démocratique de la vie sociale, économique et politique.

Évidemment, il ne s'agit pas ici de déterrer des vieilles idéologies pour les plaquer machinalement sur les enjeux du présent, mais bien d'opérer une rencontre inédite entre les promesses inaccomplies du passé et les nouvelles tendances qui se dessinent sous nos yeux, afin de créer une brèche dans le présent et « faire éclater le continuum de l'histoire¹⁰ ». Comme le souligne Walter Benjamin : « la mode sait flairer l'actuel, si profondément qu'il se niche dans les fourrés de l'autrefois¹¹. » Cela implique nécessairement une *reprise* d'une tradition oubliée, c'est-à-dire une

9. Cité dans Rémi Lefebvre, « Les socialistes, la question communale et l'institution municipale. Le cas de Roubaix à la fin du XIX^e siècle », *Cahiers Jaurès*, n^{os} 177-178, 2005, p. 70.

10. Cette expression est tirée des thèses de Benjamin « Sur le concept d'histoire », dans Walter Benjamin, *Œuvres III*, Paris, Gallimard, 2000, p. 441.

11. *Ibid.*, p. 439.

réactivation ou une réactualisation d'une potentialité dans un contexte radicalement nouveau. Comment se décline cette résurgence du municipalisme, ici au Québec, dans les conditions insolites du XXI^e siècle ?

Dans un premier temps, nous esquisserons les contours d'un nouveau projet d'émancipation. Loin de nous limiter à une critique superficielle des travers du capitalisme et de présenter quelques pistes de solutions partielles pour tenter de corriger le système, nous souhaitons montrer l'incompatibilité structurelle d'une économie fondée sur l'impératif de croissance infinie avec les exigences d'une société juste, démocratique et écologique. Après avoir fait un bref diagnostic des multiples pathologies du système ainsi qu'une critique de ses impacts sur les plans social, économique, politique et territorial, nous proposerons un paradigme alternatif afin de penser les bases institutionnelles d'une société post-croissance: la transition basée sur les commun(e)s. Loin de représenter une pâle copie du socialisme d'État bureaucratifié, il s'agit en fait d'un nouveau modèle de civilisation fondé sur la démocratie économique, la relocalisation des activités humaines et l'identité territoriale. Nous pourrions alors aborder les multiples alternatives à l'échelle municipale qui permettraient d'accélérer la transition sociale, écologique et démocratique de l'économie.

Dans un deuxième temps, nous identifierons les acteurs et porteurs potentiels d'une telle transition, c'est-à-dire les *ancrages sociaux et politiques* qui seraient susceptibles de porter les revendications du municipalisme, de les incarner dans des expérimentations collectives, et de les traduire sur le plan institutionnel. Cela nous amènera à débusquer les initiatives citoyennes, les résistances et les luttes sociales qui changent déjà le monde au niveau local à l'heure actuelle. Nous insisterons ensuite sur les problématiques urbaines, périurbaines et rurales pour repenser la *question régionale*, c'est-à-dire les rapports complexes entre la ville et la campagne, le centre et la périphérie, et ce, afin de dépasser le fameux clivage entre Montréal et les régions. Nous tournerons enfin notre regard vers l'histoire et l'actualité du municipalisme. Un rapide survol des expériences historiques de la Cité athénienne, des communes médiévales, de la Commune de Paris et des tentatives avortées de la gauche municipale québécoise nous permettra de cerner les principales caractéristiques

de cette tradition politique méconnue, laquelle resurgit aujourd'hui à différents endroits dans le monde, notamment en Espagne et au Kurdistan.

Dans un troisième temps, nous aborderons la question très concrète du « Que faire ? », c'est-à-dire de l'*organisation démocratique* qui pourrait propulser le municipalisme au Québec dans les conditions sociohistoriques du XXI^e siècle. Il faudra alors répondre à plusieurs objections fréquentes, comme le manque d'intérêt vis-à-vis de la politique municipale et les faibles pouvoirs dont disposent les municipalités (en termes de ressources financières ou de compétences), arguments qui empêchent trop souvent de prendre au sérieux l'hypothèse stratégique du municipalisme. Cela impliquera également de penser la construction d'un « front municipal » ou d'une coalition de « villes rebelles¹² » qui pourrait articuler les luttes à l'échelle locale, régionale, nationale et internationale. Pour terminer, nous esquisserons les contours d'un nouveau véhicule politique post-partisan, soit une plateforme citoyenne, créative et collaborative visant à favoriser l'auto-organisation populaire et l'action municipale.

12. L'idée de villes rebelles a d'abord été exprimée par David Harvey dans *Villes rebelles. Du droit à la ville à la révolution urbaine*, Paris, Buchet-Chastel, 2015.

PREMIÈRE PARTIE

Émancipation

CHAPITRE I

Diagnostic du système

Le capitalisme dans tous ses états

Il faut le dire d'emblée : tout projet de société le moins sérieux doit nécessairement prendre en compte la dynamique du système capitaliste. Il ne s'agit pas d'une coquetterie de gauchiste révolutionnaire, mais bien d'une exigence minimale pour quiconque souhaite réduire les inégalités sociales, protéger l'environnement, renforcer la démocratie et favoriser une économie au service des communautés. Nous pouvons évidemment nous poser une série de questions : faut-il réformer le système ou le renverser en bloc, miser sur les résistances et les luttes sociales ou plutôt multiplier les initiatives citoyennes pour expérimenter de nouvelles façons de produire, d'échanger et de consommer ? Tout cela renvoie à la question pratique des moyens d'action appropriés pour changer le monde de manière efficace selon nos aspirations.

Avant d'envisager les alternatives, les solutions et les transitions possibles pour surmonter les défis du présent, encore faut-il d'abord développer une analyse réaliste de la situation, c'est-à-dire dresser un portrait des problèmes, des enjeux et des contradictions au sein de la société actuelle. Il s'agit de débusquer les tendances et les contre-tendances qui traversent le système, et ce, afin d'éclairer les chemins de l'émancipation. Comme le souligne

Marcuse: « la théorie sociale regarde les alternatives historiques qui hantent le système social établi sous forme de forces et de tendances subversives. Ces possibilités non réalisées deviennent des faits quand la pratique historique les concrétise. Et les concepts théoriques trouvent leur fin dans le changement social¹. »

Cela est d'autant plus important que l'objectif de ce livre consiste à tracer les voies d'une transformation sociale à partir des dynamiques à l'œuvre dans les villes contemporaines. Cette perspective rappelle une fameuse phrase de Marx et Engels, qui soulignent que l'émancipation « n'est pas un état de choses qu'il convient d'établir, un idéal auquel la réalité devra se conformer », mais « le mouvement réel qui abolit l'état actuel des choses. Les conditions de ce mouvement résultent des données préalables telles qu'elles existent actuellement² ». En d'autres termes, la libération n'est pas à chercher dans un « ailleurs », une utopie lointaine ou l'image d'une société idéalisée, mais dans les processus effectifs qui transforment déjà la vie sociale, économique, culturelle et politique. De nos jours, ces mutations se produisent dans un monde largement urbanisé, qui laisse entrevoir certaines lignes de fuite qui pointent vers de nouvelles formes de vie.

Mais avant d'identifier les interstices ou les brèches au sein du système, il faut être capable de saisir son mode de fonctionnement. Or, comment définir le capitalisme de façon claire, concise et opérationnelle ? Bien qu'il existe une foule de manières d'analyser ce système aux contours protéiformes³, nous pouvons identifier cinq piliers qui structurent sa dynamique : les classes, le marché, l'accumulation, l'appropriation et l'accélération. Pour le dire schématiquement, le capitalisme est une structure socioéconomique où l'oligarchie gouverne, où tout se vend et s'achète, où l'objectif suprême est la maximisation des profits et la croissance infinie, dans un système qui tend à englober toutes les sphères de l'existence et à augmenter constamment le rythme de vie pour se

-
1. Herbert Marcuse, *L'homme unidimensionnel*, Paris, Éditions de Minuit, 1968, p. 18.
 2. Karl Marx et Friedrich Engels, « L'idéologie allemande », dans Karl Marx, *Œuvres*, tome 3, Paris, Gallimard, coll. « Bibliothèque de la Pléiade », 1982, p. 1067.
 3. Pour explorer davantage la « diversité des capitalismes », laquelle n'est pas incompatible avec une définition plus générale de ce système socioéconomique, voir Robert Boyer, *Économie politique des capitalismes*, Paris, La Découverte, 2015.

Faites circuler nos livres.
Discutez-en avec d'autres personnes.
Si vous avez des commentaires, faites-les nous parvenir ;
nous les communiquerons avec plaisir aux auteur.e.s
et à notre comité éditorial.

écosociété

LES ÉDITIONS ÉCOSOCIÉTÉ
C.P. 32 052, comptoir Saint-André
Montréal (Québec) H2L 4Y5
ecosociete@ecosociete.org
www.ecosociete.org

NOS DIFFUSEURS

CANADA
Diffusion Dimedia inc.
Tél. : (514) 336-3941
general@dimedia.qc.ca

FRANCE ET BELGIQUE
DG Diffusion
Tél. : 05 61 00 09 99
adv@dgdiffusion.com

SUISSE
Servidis S.A
Tél. : 022 960 95 25
commandes@servidis.ch